

RESTITUTION (brouillon)

Grand Débat Français de l'étranger – Buenos Aires

Date : Samedi 2 mars 2019 de 10h à 12h

Lieu : Lycée Jean Mermoz

Nombre de participants : 30

Thèmes abordés : Fiscalité, Services Publics, Démocratie, Environnement

Animation : Madame la députée Paula Forteza et ses collaborateurs (Marianne Billard, Marion Dos Reis Silva, Mauricio Mejia)

Le 2 mars 2019, a été organisé une réunion en lien avec le Grand Débat national, une trentaine de personnes étaient présentes.

Les quatre thèmes prévus par le Grand Débat national ont fait l'objet de discussions et d'échanges entre les personnes présentes.

Fiscalité

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **Fort sentiment d'injustice sociale :**

Malgré un taux de prélèvement extrêmement fort en France, il y a une impression d'insuffisance du service public. Il faut en identifier les causes pour venir répondre à ce sentiment d'injustice sociale.

- **Complexification du débat public :**

La question de la fiscalité est extrêmement complexe et fait l'objet d'une complexification à outrance de la part des dirigeants ce qui empêche les citoyens de se saisir efficacement des débats publics.

- **L'absence de mise en avant des réussites des services publics :**

Aujourd'hui, les bénéfices et le bon fonctionnement des services ne sont pas assez mis en avant, ce qui vient amplifier ce sentiment qu'ils ne fonctionnent pas assez efficacement.

- **Absence de connaissance des coûts réels des services publics :**

Lorsque l'on se rend à l'hôpital, ou que l'on a accès à l'éducation, nous n'avons pas une idée précise du coût que cela représente.

- **L'impôt n'est pas assez optimisé dans son utilisation :**

Si le taux de prélèvement est très élevé en France, il n'est pas utilisé à bon escient et donc mal optimisé. Il ne faut donc pas baisser le niveau d'imposition, simplement mieux l'utiliser.

- **Eviter d'augmenter les impôts pour ne pas favoriser l'évasion fiscale :**

Le niveau d'imposition doit rester à un taux acceptable pour ne pas créer de l'évasion fiscale.

Propositions :

- **Suppression de la CSG pour les Français de l'étranger résidant hors de l'UE**

- **Mesurer les politiques fiscales :**

Aujourd'hui, la Cour des comptes rend un rapport annuel évaluant les politiques fiscales de la France mais chaque année ce bilan semble mitigé. Il faut donc pouvoir avoir un contrôle plus diffus et permanent au cours de l'année sur l'exécution budgétaire.

- **Voter un budget à l'équilibre :**

Depuis 1973, aucun budget n'a été voté à l'équilibre, il faut inscrire une règle contraignante pour que chaque vote budgétaire soit fait à l'équilibre.

- **Lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale :**

Il faut renforcer notre arsenal législatif pour lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale qui représenterait aujourd'hui 80 milliards.

- **Réaliser une meilleure répartition de l'impôt :**

Il est primordial que l'impôt ne repose pas trop fortement sur les classes moyennes ou populaires. Il faut pour cela avoir des impôts qui soit progressifs.

- **Rétablir l'ISF**

- **Plafonner les salaires :**

S'il existe un salaire minimal, il n'existe pas de salaire maximal. Il faut pouvoir prévoir un seuil au-dessus duquel un prélèvement à 100% serait réalisé.

- **Lutter contre la privatisation des services public :**

Les services publics doivent rester à la charge de l'Etat et ne peuvent pas être exploités par des entreprises privées.

- **Plus de transparence dans l'imposition :**

Les mécanismes d'imposition ne sont pas suffisamment transparents, il faut pouvoir comprendre les différents niveaux d'imposition, avoir une information claire et précise à ce sujet qui soit facilement accessible.

- **Afficher le coût des services publics :**

Actuellement, les usagers n'ont aucune idée du coût d'un service public, il faut pouvoir afficher cela publiquement : donner une facture indicative après des examens médicaux.

- **Lutter contre la double imposition**

- **Supprimer les niches fiscales**

- **Ne pas augmenter la fiscalité indirecte, il faut augmenter la fiscalité directe**

- **Harmoniser au niveau européen les politiques fiscales**

Services publics et organisation de l'Etat

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **Efficacité des services publics :**

Malgré un taux de prélèvement très élevé, l'efficacité des services publics n'est pas bonne. Il y a, par exemple, pour les consulats des problèmes d'heures d'ouverture trop restreints, des difficultés à les joindre par téléphone.

- **Opacité du fonctionnement des services publics :**

Actuellement, le fonctionnement des services publics sont très fermés : comment sont-ils financés, qui prend les décisions en interne ? Il faut apporter plus de transparence.

- **Millefeuille administratif :**

Il existe trop d'échelons administratifs ce qui empêche à une réelle efficacité de l'administration.

- **Fermeture des services publics de proximité :**

Depuis plusieurs années, trop de services publics sont fermés alors même qu'ils sont cruciaux. Exemple des maternités qui sont trop éloignées, ce qui oblige les femmes enceintes à réaliser des parcours importants pour accoucher. C'est aussi le cas pour les Français résidant à l'étranger, confrontés notamment à la fermeture du consulat au Paraguay.

- **Dématérialisation des services publics :**

L'accès aux services publics par le numérique peut s'avérer complexe.

Propositions :

- **Créer des outils d'évaluation des services publics :**

Il faut développer des indicateurs d'évaluation des services publics pour pouvoir réellement savoir ce qu'ils réalisent et si leurs objectifs sont atteints. Ces critères d'évaluation doivent aussi être en place pour évaluer les fonctionnaires.

- **Favoriser la co-décision entre fonctionnaires et citoyens :**

Les services publics devraient avoir une gouvernance plus horizontale et incluant davantage les citoyens via des consultations pour ainsi connaître le besoin réel des usagers.

- **Décloisonner les frontières en secteur public et secteur privé :**

Il faudrait simplifier le passage du secteur public au secteur privé et inversement afin de créer un sentiment de rapprochement des services publics plus fort pour les Français. Une proposition est que la fonction publique ne puisse s'intégrer qu'une fois une première expérience dans le privé a été réalisée.

Démocratie et citoyenneté

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **Les dépenses des élus ne sont pas assez transparentes :**

Actuellement, aucune obligation légale ne permet d'avoir une transparence sur les dépenses des représentants politiques afférentes à leur mandat.

- **Manque d'éducation politique :**

Le manque de participation à la vie politique est en partie due à une méconnaissance et un manque d'éducation au cours du parcours scolaire. L'éducation politique n'a pas lieu en milieu scolaire mais se fait en famille ou entre amis, ce qui crée des grosses disparités de savoir.

- **Accès aux bureaux de vote trop compliqué :**

Pour les Français résidant à l'étranger la proximité des bureaux de vote est une vraie problématique, ils sont présents que dans des grandes villes et trop éloignés pour une majorité de Français.

- **Trop forte polarisation du débat politique :**

Il y a une grande polarisation du débat politique qui empêche d'avoir des voies modérées et donc ne favorise pas une véritable représentativité.

- **Absence de vote d'adhésion aux élections :**

Les électeurs font rarement un vrai choix lors des élections mais plus un choix par défaut, choisissant le « moins pire des candidats ».

- **Problème d'hyper-présidentialisation :**

La figure du Président de la République occupe trop d'espace, il faut pouvoir rendre le Gouvernement plus horizontal avec un Président plus effacé et venant sur les grands sujets de société.

- **Manque de moyens des élus consulaires :**

Actuellement, les Français de l'étranger sont représentés par les élus consulaires sur le territoire. Malgré un intérêt indéniable de cette fonction, ils disposent d'un manque de moyens important ne leur permettant pas de mener correctement leur mission.

Propositions :

- **Rendre les dépenses des élus transparentes :**

Les dépenses effectuées par les élus dans le cadre de leur mandat doivent être rendues publiques : accessibles en ligne, consultables en physique.

- **Mettre en place des cours d'éducation civique plus performants :**

L'école doit donner un meilleur accès à la politique via des cours d'éducation civique qui soient plus tournés vers une connaissance du paysage politique.

- **Mettre en place le vote électronique :**

Afin d'augmenter la participation aux élections, il a été demandé la mise en place du vote électronique.

- **Participer davantage à la vie démocratique :**

Plusieurs pistes ont été avancées : la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne, ne pas trop recourir à la consultation citoyenne si elle n'est pas suivie d'effet.

- **Plus de transparence des informations publiques :**

Les informations publiques sont trop peu accessibles. Pour participer efficacement à la vie politique il faut une plus grande transparence des informations.

- **Mettre en place des parlementaires sans circonscription :**

Ne plus avoir de députés qui sont attachés à une circonscription afin de lutter contre le parachutage.

- **Evaluer les élus :**

Chaque année les élus devraient rendre public leurs différents travaux, avec qui ils ont travaillé, combien ils ont dépensé et obtenir un vote de confiance non contraignant de la part des citoyens.

- **Mettre en place le vote obligatoire**

- **Mettre en place des assemblées citoyennes tirées au sort**

- **Mettre en place plus de vote par proportionnel :**

Une alerte est émise sur le fait qu'il faut se prémunir de situation où la proportionnelle serait telle que cela deviendrait ingouvernable.

- **Vote anonyme pour les parlementaires :**

Afin que les parlementaires puissent voter librement, leur vote sur les amendements, projets de loi, propositions de loi devrait être anonyme. Une limite est invoquée : l'engagement auprès des électeurs qui serait dès lors difficile à mesurer.

- **Obligation de remettre son mandat en jeu lorsqu'un parlementaire quitte son parti politique**

Transition écologique et énergétique

Le dernier sujet débattu a été celui de la transition écologique et énergétique.

Plusieurs problématiques ont été identifiées :

- **La transition écologique est indissociable d'une transition économique :**

Il ne faut pas que les sujets d'environnement arrivent après les questions économiques, ils sont prioritaires sur ceux-ci.

- **L'écologie n'est pas assez apolitique :**

L'écologie a trop longtemps été présentée comme un parti politique alors même que c'est un sujet dont l'ensemble des partis politiques doivent se saisir, cela permettrait de dépolitiser le débat.

- **L'écologie n'est pas présentée de manière assez valorisante :**

Il faut présenter l'écologie comme un objectif souhaitable en termes de qualité de vie meilleure et pas seulement comme une sanction.

- **Paradoxe entre le court terme de la politique et le long terme de l'écologie :**

Le politique a une vision courttermisme alors même que l'écologie nécessite une vision plus long terme, ce paradoxe empêche de prendre de vraies décisions en matière de sauvegarde de l'environnement.

Propositions :

- **L'agriculture française est obsolète :**

Il faut valoriser davantage les nouvelles formes d'agriculture comme la permaculture et retrouver un travail de la terre qui permette, certes moins de rendements, mais qui soit plus durable.

- **Créer une épargne durable :**

L'épargne immobilière des particuliers doit pouvoir être utilisée pour la transition écologique en mettant en place des livrets d'épargne publics.

- **Réaliser des campagnes de sensibilisation :**

Faire prendre conscience des enjeux climatiques et environnementaux grâce à la mise en place de petits gestes du quotidien pour aider à changer les habitudes. Les médias et écoles seraient des partenaires dans cette action.

- **Récession mondiale pour sauver la planète :**

Il faut accepter une récession mondiale pour sauver la planète.

- **Augmentation du financement de la recherche :**

Il faut un plus grand investissement dans la recherche et les technologies de la part de l'Etat afin de réussir la transition écologique.

- **Stopper le projet de grande mine en Guyane.**

- **Réaliser des études d'impact environnemental sur les nouvelles technologies :**

Des solutions comme la voiture électrique sont présentées comme plus écologiques mais nous n'avons pas de recul sur la pollution produite par le lithium contenu dans les batteries, il faut des études sur l'impact environnemental des nouvelles technologies environnementales.

- **Rétablir un commissaire au plan en France :**

Supprimé depuis plusieurs années en France, il est seulement présent au sein de l'UE, il faudrait le rétablir pour avoir une vision plus large de l'économie et donc des investissements à mener en matière de transition écologique.

- **Il faut développer les indicateurs écologiques sur chaque secteur d'activité.**

- **Mesurer l'impact écologique des produits :**

Il ne faut pas seulement se fonder sur la production des produits mais sur l'ensemble de son cycle de vie.